

Revendication du prix de revente par le vendeur sous réserve de propriété

Modèle fourni par SauverMonEntreprise.fr : remplacez les champs [ENTRE CROCHETS] par vos informations.

[VOTRE RAISON SOCIALE]

[Adresse]

[SIREN]

À l'attention de Maître [NOM]

[Administrateur judiciaire de [RAISON SOCIALE DU DÉBITEUR], s'il en a été désigné. À défaut d'administrateur, la présente doit être adressée non au mandataire judiciaire mais au débiteur lui-même, [RAISON SOCIALE DU DÉBITEUR], représenté par son [gérant / président], une copie étant faite au mandataire judiciaire ([R624-13])). Adaptez la ligne qui précède en conséquence.]

[Adresse de l'étude]

Lettre recommandée avec accusé de réception

Objet : revendication du prix de revente de marchandises vendues sous réserve de propriété.

Maître,

Notre société a vendu à la société [RAISON SOCIALE DU DÉBITEUR] les marchandises suivantes, sous clause de réserve de

propriété convenue par écrit au plus tard au jour de la livraison :

- [DÉSIGNATION DES MARCHANDISES], facture [NUMÉRO] du
[DATE] : [MONTANT] euros

- [DÉSIGNATION DES MARCHANDISES], facture [NUMÉRO] du
[DATE] : [MONTANT] euros

Ces factures demeurent impayées à hauteur de [MONTANT TOTAL]
euros.

Il apparaît que ces marchandises ont été revendues par la société
[RAISON SOCIALE DU DÉBITEUR] à [RAISON SOCIALE DU SOUS-
ACQUÉREUR, si elle est connue] avant le jugement d'ouverture du [DATE],
et que le prix de cette revente n'avait, à cette date, été ni payé, ni réglé
en valeur, ni compensé entre le débiteur et le sous-acquéreur.

En conséquence, nous revendiquons le prix de revente de ces
marchandises, à concurrence de notre créance, et vous demandons de
bien vouloir acquiescer à la présente demande.

Vous trouverez ci-joint la copie des factures, du document
contractuel portant la clause de réserve de propriété et des éléments
établissant la revente.

Nous vous prions d'agréer, Maître, l'expression de nos salutations
distinguées.

Fait à [VILLE], le [DATE]

[Signature, nom et qualité]

Modèle indicatif, à adapter à votre situation : il ne remplace pas un conseil personnalisé (avocat, expert-comptable, mandataire de justice). SauverMonEntreprise.fr, Comprendre, anticiper, agir.